

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 20 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PROSERVE DASRI

641, rue du Président Lecuyer
Zone Industrielle n°4 - BP n°4
59880 Saint-Saulve

Références : 2024-V2-050
Code AIOT : 0007002625

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/12/2023 dans l'établissement PROSERVE DASRI implanté 641, rue du Président Lecuyer Zone Industrielle n°4 - BP n°4 59880 Saint-Saulve. L'inspection a été annoncée le 21/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROSERVE DASRI
- 641, rue du Président Lecuyer Zone Industrielle n°4 - BP n°4 59880 Saint-Saulve
- Code AIOT : 0007002625
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société PROSERVE DASRI exploite au sein de son agence de Saint-Saulve une unité de collecte, de transit/regroupement et de pré-traitement par désinfection de DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux).

Cette activité, encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/07/2013, relève du régime de l'autorisation pour les rubriques ICPE suivantes :

- 2718.1 Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux (quantité maximale présente sur site : 3 tonnes) ;
- 2790 Installation de traitement de déchets dangereux (capacité maximale : 20 tonnes / jour) ;
- 3510 Élimination ou valorisation des déchets dangereux par traitement physico-chimique (capacité journalière : 20 tonnes / jour).

Le site, tel que autorisé, relève de la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- État des installations de traitement : arrêt prolongé
- Contrôles réglementaires associés à l'unité de traitement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Contrôle des rejets aqueux	AP Complémentaire du 08/07/2013, articles 8.2.1 et 8.3.1	(eaux pluviales)

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des activités de traitement des DASRI	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 1.2.1	Sans objet
2	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 2.1.2	Sans objet
3	Suivi du prétraitement	AP Complémentaire du 08/07/2013, article 5.1.7	Sans objet
4	Contrôle des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 08/07/2013, articles 8.2.1 et 8.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente inspection, il a à nouveau été observé la mise à l'arrêt prolongé des installations de traitement des DASRI, pour une période indéterminée, mais toujours avec l'intention de l'exploitant de maintenir cette activité de banalisation au sein de son agence de Saint-Saulve, dans des proportions moindres que celles autorisées, objet du dossier de porter à connaissance en cours d'instruction.

À l'issue de cette inspection, des observations ont été formulées et un fait susceptible de suite a

été identifié, il est demandé à l'exploitant d'y apporter les éléments de réponse dans les délais annoncés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des activités de traitement des DASRI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 1.2.1
+ Antériorité rubriques 3000 du 31/10/2013

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques

Prescription contrôlée :

Liste des ICPE concernées par une rubrique de la nomenclature des Installations Classées :
(rubriques « traitement »)

Rubrique	Libellé	Capacité maximale autorisée	Régime
[...]			
2790-2	Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770. 2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement.	Les installations sont constituées de deux appareils « ECOSTERYL 250 » de capacité unitaire moyenne de 250 kg/h de déchets traités 20 t/j soit 6.000 t/an	A
3510	Traitement de déchets dangereux - Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour : – Traitement physico-chimique	Capacité journalière : 20 tonnes / jour	A

A : Autorisation

Constats :

Lors de la précédente inspection menée sur le site en 2022, il avait déjà été constaté que l'unité de banalisation des DASRI était consignée, mise à l'arrêt provisoire, maintenue sur place en cas d'indisponibilité de la filière « incinération » établie avec les Centres de Valorisation Énergétique de Douchy-les-Mines et Noyelles-sous-Lens, filière autorisée de traitement des DASRI.

Sans tension particulière sur cette filière « incinération », l'agence de Saint-Saulve n'a pas besoin d'opérer d'activité de traitement des DASRI sur site.

Lors de la présente inspection, menée dans le respect du plan pluriannuel des contrôles de l'Inspection des Installations Classées, il a été constaté sur place, la présence d'une seule machine de banalisation, déposée et consignée, inutilisable en l'état.

Sans besoin particulier identifié au cours de l'année 2023, l'exploitant a précisé avoir mis en service les installations de traitement exclusivement lors d'une campagne dédiée à la réalisation des contrôles réglementaires de son arrêté préfectoral.

Cette campagne de banalisation a été enregistrée sur le registre de suivi des banalisations du site de Saint-Saulve (campagne réalisée le 09/02/2023 - banalisation de 325,96 kg de DASRI - collecte du 08/02/2023).

Au cours de l'année 2023, selon les documents tenus à disposition de l'Inspection, l'exploitant a banalisé 325,96 kg de DASRI.

Observations :

Un dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant, visant une réduction des quantités autorisées à être traitées au sein de l'agence de Saint-Saulve. Ce dossier est en cours d'instruction, en attente du retour de l'exploitant sur les observations listées dans le courrier DREAL du 05/10/2023.

Les modifications apportées aux activités et installations du site sont de nature à ne pas modifier le statut ICPE du site (qui reste sous le régime de l'autorisation pour les rubriques 2718 et 2790). Par contre, cette demande constitue une sortie du dispositif IED par déclassement sous la rubrique IED 3510.

En l'état, le site reste à considérer comme relevant de la directive IED et doit se conformer aux exigences réglementaires associées, en particulier aux dispositions des articles R.515-70 et suivants du code de l'environnement.

Observation 1 :

En l'absence d'avancée significative du dossier de porter à connaissance, il pourra être proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de déposer son dossier de réexamen au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) relatives au traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation des installations classées IED

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en condition d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Constats :

Lors de la précédente inspection, compte tenu de la durée prolongée des arrêts des installations de traitement, il avait été demandé à l'exploitant d'établir une consigne spécifique de redémarrage / arrêt des installations visant le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08/07/2013, en particulier celles correspondant aux contrôles réglementaires associés à l'installation.

En réponse à cette demande, l'exploitant, en séance, a précisé de pas avoir ressenti le besoin de rédiger une consigne particulière écrite, considérant que seules 2 personnes sont habilitées à remettre en service techniquement les installations, après avoir obtenu l'autorisation du service HSE.

Il n'en reste pas moins que l'arrêté préfectoral prévoit explicitement l'élaboration de consignes d'exploitation dans ce cas de figure.

<p>En retour, l'exploitant a précisé se baser sur les 2 documents de planification suivants pour le redémarrage des installations de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le planning des contrôles réglementaires à mener sur les installations de banalisation des DASRI de l'agence de Saint-Saulve « STERILWAVE - vérifications avant mise en fonctionnement » ; - le suivi des contrôles réglementaires assuré par le service HSE « VGP Saint-Saulve ».
<p>Observations :</p> <p>Sur la phase de redémarrage des installations sur la campagne de février 2023, il est observé que l'exploitant a bien mis en œuvre les contrôles réglementaires de l'arrêté préfectoral, à effectuer dans le cadre de ces activités de banalisation des déchets (cf. points de contrôles suivants).</p> <p>Néanmoins, l'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur les éléments suivants :</p> <p>Observation 2 :</p> <p>La répartition des missions et les interactions entre services ne sont pas définies dans les documents de planification présentés. Les documents présentés ne sont pas accompagnés de consignes fixant les modalités de mise en œuvre.</p> <p>L'exploitant informera l'Inspection des installations classées des dispositions prises pour y remédier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Suivi du prétraitement / Essais sur porte-germes

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 5.1.7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Essais sur porte-germes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon la méthodologie de prélèvement et d'analyse décrite dans la norme NF X 30-503 relative à la réduction des risques microbiologiques et mécaniques par les appareils de prétraitement par désinfection des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, des essais sur porte-germes (indicateur biologique comprenant des spores de Bacillus, à un titre de 105 spores bactériennes) sont réalisés chaque trimestre par l'exploitant.</p> <p>[...]</p> <p>Dès réception des résultats de ces essais par l'exploitant, celui-ci en adresse une copie à l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>A la remise en service des installations de banalisation des DASRI en février 2023, l'exploitant a bien mis en œuvre les essais sur porte-germes.</p> <p>L'analyse a été confiée au laboratoire BIORISK expertise. Le rapport n°231002 du 09/03/2023 fait référence à la norme NFX30-503 et conclut à un résultat conforme aux critères d'acceptation sur l'essai réalisé le 09/02/2023.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 8.2.1 et 8.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets canalisés

Prescription contrôlée :

8.2.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

8.3.1. Auto surveillance des émissions atmosphériques

Rejets des caissons de traitement de l'air de l'ECOSTERYL n°1 et n°2 : conduits n° 1 et 2

Paramètre	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)
Débit	-	Oui
O2		
Poussières	Annuelle	Non
HCl		
NH3		
COVNM		
COV R45 ,46 ,49 ,60 ,61 COV Annexe III AM 02/02/98		
COV annexe IV AM 02/02/98		
Métaux		

Constats :

A la remise en service des installations de banalisation des DASRI en février 2023, l'exploitant a veillé à faire réaliser le contrôle annuel des rejets atmosphériques en phase de fonctionnement des installations de traitement.

Ce contrôle, mené le 09/02/2023, a été confié au laboratoire IRH. Le rapport référencé NPCP230081-23-9-R0 du 24/03/2023 conclut de la manière suivante :

- écart à la norme en matière de conformité des installations et de la configuration du point de prélèvement, résultats rendus avec réserve ;
- vitesse d'éjection non conforme ;
- respect des VLE sur les paramètres : Poussières, HCl, COV annexe III, COV annexe IV, COV à mentions de danger, Métaux ;
- non respect des VLE sur les paramètres : NH₃, COVnm.

Observations :

Le rapport d'autosurveillance transmis à l'issue de l'inspection fait apparaître les dépassements au regard des valeurs limites d'émissions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site.

Observation 3 :

Considérant que les installations sont en arrêt prolongé, il est demandé à l'exploitant d'identifier l'origine des dépassements mis en évidence dans le cadre de l'autosurveillance et les actions correctives à mettre en place pour y remédier, et ce avant la remise en service des installations de traitement.

Observation 4 :

L'exploitant examinera également les écarts à la norme identifiés par le laboratoire de contrôle.

L'exploitant informera l'Inspection des installations classées des dispositions prises pour ces 2 observations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/07/2013, article 8.2.1 et 8.3.1																						
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des rejets aqueux																						
Prescription contrôlée :																						
<u>8.2.1. Principe et objectifs du programme d'auto surveillance</u>																						
<p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.</p>																						
<u>8.3.2. Auto surveillance des rejets d'eaux</u>																						
<u>8.3.2.1. Eaux résiduaires</u>																						
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Fréquence</th><th>Enregistrement (oui ou non)</th></tr></thead><tbody><tr><td>DCO</td><td rowspan="3">Semestrielle pendant les deux premières années suivant la notification du présent arrêté</td><td rowspan="13">Non</td></tr><tr><td>DBO₅</td></tr><tr><td>MES</td></tr><tr><td>Azote global</td><td colspan="2" rowspan="10">Annuelle à partir de la troisième année suivant la notification du présent arrêté</td></tr><tr><td>Phosphore total</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux</td></tr><tr><td>Cadmium</td></tr><tr><td>Chrome</td></tr><tr><td>Cuivre</td></tr><tr><td>Mercure</td></tr><tr><td>Nickel</td></tr><tr><td>Plomb</td></tr><tr><td>Salmonelles</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	DCO	Semestrielle pendant les deux premières années suivant la notification du présent arrêté	Non	DBO ₅	MES	Azote global	Annuelle à partir de la troisième année suivant la notification du présent arrêté		Phosphore total	Hydrocarbures totaux	Cadmium	Chrome	Cuivre	Mercure	Nickel	Plomb	Salmonelles		
Paramètres	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)																				
DCO	Semestrielle pendant les deux premières années suivant la notification du présent arrêté	Non																				
DBO ₅																						
MES																						
Azote global	Annuelle à partir de la troisième année suivant la notification du présent arrêté																					
Phosphore total																						
Hydrocarbures totaux																						
Cadmium																						
Chrome																						
Cuivre																						
Mercure																						
Nickel																						
Plomb																						
Salmonelles																						
<u>8.3.2.2. Eaux pluviales</u>																						
<table border="1"><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Fréquence</th><th>Enregistrement (oui ou non)</th></tr></thead><tbody><tr><td>DCO</td><td rowspan="3">Annuelle</td><td rowspan="3">Non</td></tr><tr><td>DBO₅</td></tr><tr><td>MES</td></tr></tbody></table>	Paramètres	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)	DCO	Annuelle	Non	DBO ₅	MES														
Paramètres	Fréquence	Enregistrement (oui ou non)																				
DCO	Annuelle	Non																				
DBO ₅																						
MES																						

Azote global		
Phosphore total		
Hydrocarbures totaux		
<p>Constats :</p> <p>- <u>Eaux résiduaires</u> :</p> <p>A la remise en service des installations de banalisation des DASRI en février 2023, l'exploitant a veillé à faire réaliser le contrôle annuel des rejets en eaux résiduaires en phase de fonctionnement des installations de traitement.</p> <p>Ce contrôle, mené du 08 au 09/02/2023, a été confié au laboratoire IRH. Le rapport référencé NPCP230081-23-76-R0 du 07/03/2023 conclut de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - non respect de la VLE, en concentration, sur le paramètre Phosphore total (5,1 mg/l au lieu de 5 mg/l) ; - non respect de la VLE, en concentration, sur le paramètre Azote global (125,22 mg/l au lieu de 15 mg/l – à relativiser compte tenu du flux de 0,05 kg/j pour une VLE fixée à 20 kg/j) ; - respect des VLE sur tous les autres paramètres. <p>Des discussions menées le jour de l'inspection, il est ressorti des interrogations de la part de l'exploitant sur les VLE retenues pour le paramètre Azote global, s'agissant d'un rejet au réseau communautaire pour rejoindre la station d'épuration urbaine de Saint-Saulve, rejet constitué des eaux industrielles <u>et</u> sanitaires du site.</p> <p><u>Observation 5 :</u></p> <p>Sous réserve du respect des dispositions réglementaires applicables aux installations, de l'accord du gestionnaire du réseau formulé au travers d'une convention de rejet et de la transmission de tous les éléments d'appréciation, l'exploitant pourrait solliciter une adaptation des prescriptions qui lui sont imposées par son arrêté d'autorisation conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.</p> <p>- <u>Eaux pluviales</u> :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le jour de l'inspection le rapport de contrôle annuel des rejets en eaux pluviales.</p> <p>En séance, l'exploitant avait identifié l'absence de la réalisation de ce contrôle réglementaire et devait le programmer.</p> <p><u>Fait susceptible de suite 1 :</u></p> <p>L'exploitant transmettra, dans les plus brefs délais et au plus tard sous 1 mois, le rapport de contrôle d'autosurveillance menée sur le rejet en eaux pluviales de l'agence de Saint-Saulve datant de moins d'un an.</p> <p>A défaut de transmission de ce rapport dans les délais impartis, il sera proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.</p>		
Type de suites proposées : Susceptible de suites		